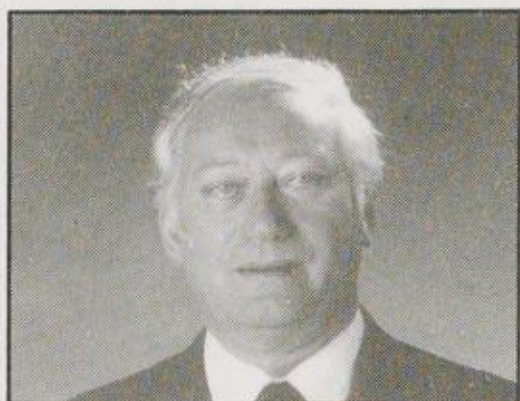


UNION du RASSEMBLEMENT et du CENTRE



Candidat

MADAME,
MADEMOISELLE,
MONSIEUR,



Suppléant

Contrairement à ce qui avait été hâtivement annoncé avant le premier tour, les électeurs de notre circonscription devront s'y reprendre à deux fois pour élire leur Député.

Mon collègue et concurrent socialiste ne réalise pas, en effet, le score dont il était crédité et j'ai la satisfaction de marquer trois points de mieux que les voix qui s'étaient portées sur Raymond BARRE et Jacques CHIRAC aux Présidentielles. Ce résultat, je le dois certes à la confiance renouvelée par LANNEMEZAN et son Canton. Je pense aussi le devoir à la campagne que j'ai activement menée sur le terrain, parcourant la plupart des 260 Communes des 14 Cantons qui composent notre espace électoral, ne négligeant pas les plus petites d'entre elles car, à mes yeux, et quelle que soit leur résidence, les électeurs ont droit à la même considération.

Il est clair que les chances du candidat socialiste de l'emporter dimanche ne résident pas en ses seules forces, mais comme à l'habitude dans le concours gracieux du Parti Communiste.

S'il devait en être ainsi, comment ne pas saluer l'esprit de sacrifice des électeurs communistes qui, en s'appliquant à assurer la victoire du candidat socialiste, le mettrait en situation de réaliser le projet qu'il nourrit contre eux : leur prendre la Mairie de TARBES, ville chef-lieu de Département et cependant extérieure à la circonscription dont il brigue le mandat.

Fait nouveau : sur le plan national, le vent a tourné. Il n'est plus dès lors question d'ouverture mais de retour à l'Union de la Gauche dont on n'a pas oublié les excès de 1981.

La majorité parlementaire sortante est en tête du ballottage : ce succès est incontestable. Dès lors, le discours en trompe-l'œil du Président de la République sur l'ouverture, qui a connu au lendemain du 8 Mai la suite que l'on sait, n'est plus de circonstance. A gauche toute, serrez les rangs : c'est désormais la devise. Pour s'en convaincre, il suffisait d'écouter ces derniers jours les propos et consignes de Messieurs MAUROY et LAIGNEL. Il est vrai que hors de l'Union de la Gauche, pas de salut sur le plan parlementaire pour les tenants de la majorité présidentielle.

Député sortant, j'ai loyalement soutenu par mes votes l'action vigoureuse de redressement économique entreprise par le Gouvernement de Jacques CHIRAC.

Malgré les freins de la cohabitation, nous avons amorcé dans un environnement difficile le redressement économique, préalable indispensable à toute avancée sociale. En témoignent la stabilisation du chômage, la relance des investissements productifs, la réduction du déficit budgétaire, la lutte tenace et efficace contre l'insécurité. Alors qu'apparaissent les premiers fruits du renouveau, il est plus que jamais nécessaire de persévérer dans l'effort entrepris. A cette action, je me suis associé par mes votes, mes interventions à la Tribune, mon travail en Commission.

Le Département des Hautes-Pyrénées est mon pays. Mes engagements nationaux m'ont aidé à mieux le servir.

Relais naturel entre notre Département et l'Etat, j'ai pu utilement intervenir dans des domaines divers : réalisation de l'autoroute, redéploiement des moyens des centres hospitaliers de TARBES, BAGNERES et LANNEMEZAN, restructuration des friches industrielles d'ATOCHEM, agrément des Thermes de SAINT-LARY, aménagement agricole, développement de l'I.U.T. de TARBES... pour ne citer que l'essentiel.

Aujourd'hui, avec Roland CASTELLS, mon suppléant dont je salue le dynamisme, la compétence, le courage, je m'engage à poursuivre l'action entreprise.

- La querelle des investitures observée dans une circonscription voisine nous montre à l'évidence que le P.S. reste, en ses composantes nationales, dominateur et exclusif.
- Si nous voulons éviter le retour de l'Etat socialiste style 81, équilibrons notre représentation nationale.
- C'est la condition essentielle de la seule ouverture valable, celle qui permettra aux forces politiques respectueuses de leur identité, d'œuvrer dans le respect de leur différence, à la nécessaire cohésion nationale et sociale.

Pierre BLEULER
Député sortant
Conseiller Général
Maire de LANNEMEZAN

Roland CASTELLS, Suppléant
Expert-comptable
Conseiller Municipal
de BAGNERES-de-Bigorre

INSTITUT NATIONAL D'ETUDE DE LA CORRUPTION



Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 113 du 1er août 1978 relative à l'accès à l'information.